

Mémoire de géopolitique

Les Etats-Unis : colosse aux pieds d'argile ?

Pièce jointe : bibliographie.

Il n'est pas possible de parler de géopolitique ou simplement du monde sans faire référence aux Etats-Unis. Ce pays est devenu la seule grande puissance, dominant toutes les autres par son économie et ses capacités militaires. Pour certains, les Etats-Unis représentent le diable, pour d'autres ils sont un modèle, et pour beaucoup un allié indispensable, sur lequel l'ordre mondial repose.

Pour les français, les Etats-Unis sont omniprésents, voire quelque peu envahissants. Mais ils constituent toujours la référence obligée : quelquefois modèle, quelquefois repoussoir, à la fois miroir et baromètre. On ne sait si on aimerait les voir plus présents, car leur désengagement d'Europe inquiète, ou plus discrets, car leur " sollicitude " pèse.

Mais si certains, en Europe rêvent au jour où ils ne seront plus dépendants des Etats-Unis, force est de constater qu'aujourd'hui, leur présence active est indispensable pour l'Europe, mais aussi le Pacifique, l'Amérique du Sud...

Or, les Etats-Unis hésitent entre une volonté de jouer les gendarmes du monde et le refus d'engager les moyens nécessaires à ce rôle. Car ces moyens sont plus que jamais nécessaires à la politique intérieure du pays.

Les élections présidentielles de 1992 ont traduit ce besoin : alors que le Président Bush avait brillamment mené son pays dans le domaine de la politique extérieure, remportant en particulier une grande victoire dans le Golfe, il est battu par M. Clinton. On lui reproche d'avoir perdu la bataille intérieure : celle du chômage, de l'emploi, de la discrimination, des villes délabrées, de l'insécurité, et des mille inégalités. Et c'est contre ces problèmes que M. Clinton a promis de se battre en priorité.

L'objectif de ce mémoire est de dresser un état des difficultés d'ordre social auxquelles les Etats-Unis sont confrontés, ainsi que les politiques mises en oeuvre pour tenter de les résoudre. Ces difficultés seront abordées au travers de trois thèmes :

- la discrimination raciale et culturelle ;
- la discrimination spatiale et socio-économique ;
- le rôle des institutions politiques et judiciaires.

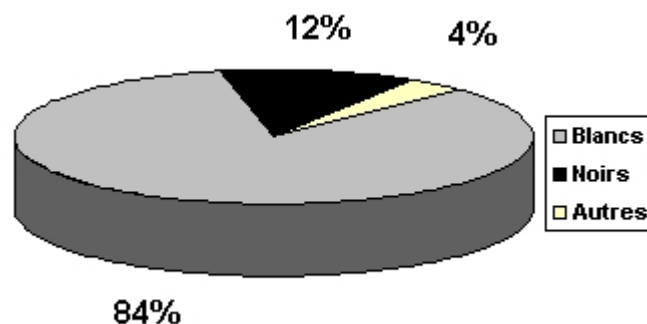
1 - Discrimination raciale et culturelle

Les Etats-Unis se veulent l'emblème de la démocratie et de l'égalité sociale dans le monde. Et pourtant, on observe une fracture grandissante de la société. Il s'agit d'un premier paradoxe : au pays du "melting pot", la race, la communauté d'appartenance tiennent toujours un rôle important. Cette fracture conduit quelquefois à des événements violents : des églises baptistes brûlent, des émeutes éclatent, le jugement d'O.J. Simpson, sportif noir soupçonné d'avoir tué son épouse, se transforme en défense de la communauté noire face à la communauté blanche...

Pour mieux comprendre cette partition de la société américaine, nous ferons d'abord quelques rappels historiques sur sa population, le mouvement de déségrégation qui a suivi les actions symbolisées par Martin Luther King et la reségrégation plus récente. Nous étudierons enfin quelques aspects liés à l'immigration.

1 - 2 Composition et historique de la population

Au dernier recensement (1990), la population des Etats-Unis comprenait 250 millions d'habitants répartis en :



- 84,2% de Blancs ;
- 12,3% de Noirs ;
- 3,5% d'autres races, essentiellement indienne et asiatique.

Les Hispaniques, qui peuvent être Blancs ou Noirs en représentaient 9%.

Cette population est constituée d'immigrants et de descendants d'immigrés dont l'histoire est confondue avec celle des Etats-Unis. Elle était de 4 millions de personnes à la fin du XVIII^e siècle, de 76 millions à la fin du XIX^e siècle. Quelques points de l'histoire de ces immigrés sont donnés ci-dessous.

Les Amérindiens

Leurs ancêtres étaient présents en Amérique il y a 25000 ans. Les premiers colons les ont combattus, presque exterminés. Mais, c'est en nations souveraines qu'ils ont négocié avec ces colons, puis le gouvernement des Etats-Unis. C'est pourquoi ils sont à la fois citoyens des Etats-Unis (depuis 1924) et citoyens d'une nation tribale. Les tribus sont pupilles de l'Etat fédéral mais propriétaires de leurs territoires, et indépendantes des états fédérés dans lesquels se situe ce territoire ; leur statut est considéré comme supérieur à ces états. Elles conservent un rôle politique indépendant.

Leur statut constitue donc une entorse de taille au modèle américain qui associe nationalité et citoyenneté, puisqu'elles forment des " nations dans la nation ".

Les Amérindiens constituent aujourd'hui 0,8% de la population, soit près de deux millions de personnes. Ils vivent pour 20% dans des réserves et pour 80% à la ville, souvent de façon temporaire.

Il existe 515 communautés reconnues, dotées de territoires autonomes ; 132 autres communautés ont demandé à être reconnues.

Ce groupe comprend les individus les plus pauvres des Etats-Unis.

Les Africains-Américains

Ce sont les descendants des esclaves, amenés d'Afrique depuis 1618. Ignorés par la Constitution, ils ont été faits citoyens américains en 1868. Ce sont les seuls immigrants " involontaires ", et ils ont été particulièrement maltraités. C'est pourquoi une partie de la société américaine se reconnaît une dette envers eux. D'autant que cette société ne leur a jamais fourni les moyens d'accéder au rêve américain. Les terres auxquelles tous les colons avaient droit, et qui leur furent promises en 1868 ne leur furent, par exemple, pas attribuées.

La ségrégation de la société s'est poursuivie officiellement jusqu'en 1954, date à laquelle elle a été déclarée contraire à la Constitution.

A compter de 1965, une politique de traitement préférentiel (affirmative action) est instituée. Son objectif est de compenser les injustices passées subies par les Noirs. Il s'agit d'initiatives conçues pour favoriser les minorités à l'université, dans les emplois publics, et dans les entreprises sous contrat avec l'Etat et les municipalités.

Grâce à cette politique, on estime qu'un quart des Noirs a accédé aux classes moyennes, voire aisées pour 10%. Mais les trois quarts restants ont davantage sombré dans la misère.

Ce groupe représente l'échec quasi-unique (avec les Amérindiens) et durable de la capacité d'intégration du pays. Il n'y a pratiquement pas, aujourd'hui, d'immigration de Noirs.

Les Asiatiques

Ce sont les descendants des immigrants du début du XX^e siècle : Chinois, Philippins et Japonais. Leur immigration a été arrêtée par la loi sur les quotas en 1921, loi qui a été assouplie en 1965 puis en 1990.

A titre d'exemple, les Asiatiques ne représentaient que 8% des immigrants en 1964 mais 43% en 1987. Ils représentent toujours une part importante de l'immigration, mais leur intégration ne semble pas poser un problème réel.

Les Hispano-Américains ou latinos

Ils sont les descendants des occupants espagnols du Nouveau-Mexique et du Texas. Mais ils représentent aussi une grande part de l'immigration actuelle, officielle (pour 42% des immigrants officiels) et clandestine (plusieurs centaines de milliers de personnes par an, en provenance du Mexique, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud).

Leur arrivée en nombre bouleverse l'équilibre des populations pauvres en place. Leur taux de fécondité est, de plus, élevé.

Ils constituent, par exemple, 26% de la population californienne.

Les Blancs

Leur immigration en masse date de la moitié du XIX^e siècle. Il s'agit d'abord d'Anglo-saxons et de Français, puis de Méditerranéens et de Slaves au début du XX^e siècle. L'arrivée de chaque nouveau groupe donne lieu, dans un premier temps, à des rejets : Benjamin Franklin, 30 ans avant la guerre d'indépendance, affirmait que les Allemands étaient inassimilables. Au XIX^e siècle, c'est le tour des Irlandais : tant que les immigrants étaient protestants (et bien éduqués), tout allait bien. Mais suite aux crises agraires du début du siècle et à la grande famine de 1850, les immigrants irlandais sont des paysans ruinés, illettrés et catholiques : la tension devient telle que des émeutes éclatent, entraînant par exemple à Philadelphie en 1844 la mort de plusieurs dizaines d'Irlandais, et l'incendie de deux églises catholiques.

Mais comme toutes les vagues d'immigrés qui suivront, les Allemands et les Irlandais sont assimilés, car une des caractéristique fondamentales de l'Etat américain est sa tolérance. Ils font alors partie des " anciens immigrés " qui s'opposent aux " nouveaux immigrés " italiens.

La pression des " Américains de souche " est telle qu'une loi instituant des quotas à l'immigration est votée en 1921. Cette loi qui favorise l'immigration des Anglo-saxons reste en vigueur jusque dans les années 1960.

Les Blancs ne forment cependant pas un ensemble social homogène. La société sudiste, au XVII^e siècle, comprenait déjà deux groupes, en plus des Noirs, esclaves privés de droit : les planteurs constituant une aristocratie financière et politique, et les Blancs pauvres pourvus de droits mais dépourvus d'influence. On retrouve cette partition entre une classe moyenne, voire aisée et une classe pauvre.

Notons que la base de la démocratie américaine, la Constitution de 1787 a été rédigée par des WASP (White Anglo-Saxon Protestants) pour des WASP. Cette constitution était, et est toujours le modèle de la démocratie et de la nation civique, mais une démocratie qui, paradoxalement, excluait les Indiens, les Noirs, les femmes et les catholiques.

Après cette description historique, examinons les événements plus récents liés à la discrimination raciale ou culturelle.

1 - 2 Déségrégation et reségrégation : années 1960 à 1990

Déségrégation et melting pot : années 1960

En 1964, la ségrégation raciale est déclarée contraire à la Constitution, mais les Etats fédérés n'appliquent cette loi que lentement. En matière d'éducation, par exemple, il faut attendre 1960 dans certaines villes pour voir réellement s'ouvrir des écoles blanches à des Noirs. Cette ouverture doit parfois être imposée par force de loi. Pour favoriser l'intégration, de nombreuses villes organisent un service de bus (le "busing") qui transportent chaque jour des élèves noirs vers des écoles blanches.

Les années 60 marquent l'apogée d'un mouvement général de "déracialisation" de la nation américaine. En 1964, après la marche emblématique organisée par le pasteur baptiste Martin Luther King à Washington, est promulguée une loi sur les droits civils qui se veut indifférente à la couleur : tous deviennent égaux à l'école, devant la justice, aux urnes et devant la loi.

C'est aussi à cette époque que sont mises en place les mesures de traitement préférentiel. La société se veut "melting pot", capable d'intégrer toutes les races.

Reségrégation et salad bowl : années 1970 à nos jours

Mais ce mouvement dure peu. Les années 70 voient glorifier les identités différenciées : si les citoyens sont toujours fiers d'appartenir au plus puissant état du monde, il leur semble maintenant nécessaire d'affirmer leur différence, raciale et/ou culturelle. L'importance numérique des Hispaniques et des Asiatiques augmente. Or, ces minorités ne sont pas d'anciens esclaves et ne veulent pas renier leurs racines. La théorie en vogue n'est plus celle du melting pot mais celle du "salad bowl" : les ingrédients y sont mélangés mais restent aisément identifiables. C'est ainsi que l'on voit s'affirmer la culture hispanique, mais aussi les mouvements féministes, les gays, les handicapés...

Les immigrants récents demandent à profiter des mesures de traitement préférentiel qui ne s'appliquaient qu'aux Noirs : celles-ci sont donc étendues à de nombreuses minorités. Il existe en 1995 cent soixante catégories d'ayant-droit, chacune couvrant un programme et des financements distincts. Les bénéficiaires en sont des femmes, des Africains-Américains, des Hispaniques-Américains, des autochtones (Amérindiens, Esquimaux, Alioutes ou Hawaïens), des Américains du Pacifique et de l'Asie du sud-est.

Ces programmes irritent les Blancs pauvres : on parle du malaise de l'homme blanc.

Les mesures de traitement préférentiel nécessitent, d'autre part, de quantifier les personnes se réclamant des diverses minorités, car c'est sur ce chiffre que s'appuie la répartition des fonds, la détermination du nombre des représentants politiques... C'est ainsi qu'à chaque recensement, chacun déclare appartenir à une race. Ce faisant, le pays cultive un certain racisme.

Depuis les années 70, on observe une réségrégation générale. Dans le milieu scolaire par exemple, cela se traduit par des écoles presque entièrement noires ou hispaniques. Les Blancs choisissent des écoles privées : plus des 2/3 des écoles publiques de New York, de Houston, de Baltimore ou de San Francisco et plus des 3/4 des élèves de Los Angeles, de Chicago ou de Washington sont des Noirs, des Hispaniques ou des Asiatiques. En Californie, malgré un effort réel d'égalisation des ressources scolaires, les autorités publiques dépensent en moyenne 8000 \$ par élève dans les districts des banlieues riches et 3000 \$ dans les districts moins bien situés.

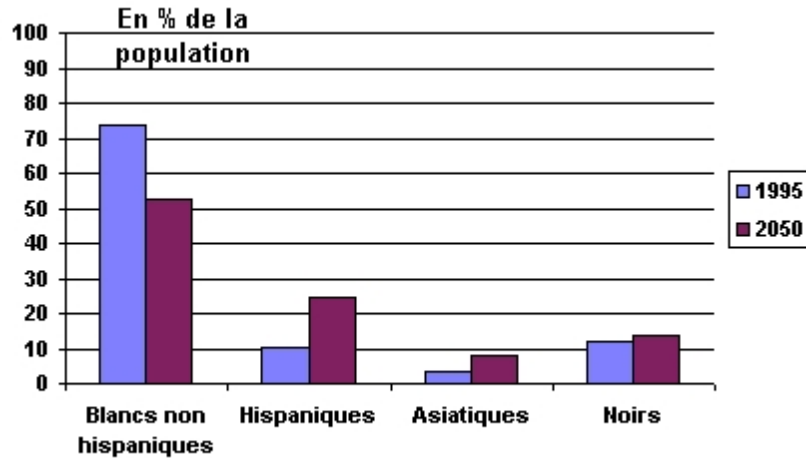
Des politiques décidées dans les années 60, qui ont permis la normalisation d'une partie des minorités sont remises en question. Le Président Clinton a, par exemple décidé à l'été 95 d'abolir les mesures de traitement préférentiel.

La première université de droit de Californie, Berkeley, admettait ainsi, grâce aux mesures de traitement préférentiel, plusieurs étudiants noirs chaque année. En 1996, ils étaient 21, mais il n'y en a qu'un cette année. Cette diminution touche aussi les candidats hispaniques et amérindiens. Les candidats asiatiques ont, en revanche, un niveau scolaire suffisant et ne sont pas touchés.

Projection sur l'avenir

L'avenir présente des incertitudes pour la composante blanche non hispanique et dominante de la société américaine. L'immigration actuelle est majoritairement asiatique et hispanique ; le taux de fécondité des Hispaniques et des Asiatiques est supérieur à celui des Blancs. Ceci conduit à prévoir pour les années 2050 une population dans laquelle les Blancs non hispaniques ne seraient que 53%.

Pour les plus optimistes, cette évolution ne constitue pas un problème : la société américaine a réussi l'intégration de millions d'immigrants depuis sa naissance, et les Hispaniques sont aussi d'origine européenne.



1 - 3 Conclusion partielle

Les Etats-Unis se présentent donc comme une vaste terre d'accueil, qui a accepté et intégré soixante millions d'immigrés entre 1820 et 1990 et continuent de le faire. Paradoxalement, ils n'ont pas réussi l'intégration de deux de leurs composantes les plus anciennes : les Amérindiens et les Noirs. Le traitement infligé à ces groupes laisse un sentiment de culpabilité.

L'espoir né dans les années 60 d'éliminer cette ségrégation s'est peu à peu dissout et a laissé place à une affirmation des différences culturelles de chacune des composante de la société.

Enfin, l'immigration actuelle, dominée par les Asiatiques et les Hispaniques crée un facteur d'inquiétude parmi les Blancs.

Cette fracture raciale et culturelle de la société trouve un écho en matière d'habitat et dans tous les domaines de la vie sociale et économique.

2 - Discrimination spatiale et socio-économique

Chaque vague d'immigration a provoqué la création d'îlots d'habitation dans lesquels se regroupaient les " nouveaux immigrés ". Cette tendance s'est vue renforcée dans les années 70/80 : les populations les plus pauvres se sont concentrées dans les villes ; les classes moyennes se sont installées dans les banlieues et les zones rurales.

Elle entraîne une série de maux qui, s'ils ne sont pas spécifique de la société américaine, s'y expriment de façon exacerbée : pauvreté, criminalité, violence... Et ce d'autant plus que le système de sécurité et d'assurance sociale ne fonctionne pas bien au profit de ceux qui en ont le plus grand besoin.

Ces différents aspects seront traités en deux temps : on étudiera d'abord la discrimination dans l'habitat, puis la discrimination socio-économique.

2 - 1 La discrimination spatiale

Des ghettos...

Avec l'abolition de l'esclavagisme et les difficultés économiques auxquelles se heurte l'agriculture américaine à la fin du XIX^e siècle, les Noirs se déplacent en masse vers les villes : dans un premier temps les villes du Sud, puis les villes industrielles du nord-ouest et du centre-ouest. Ils y trouvent des emplois ne nécessitant pas de qualification.

Ils s'implantent dans les centres-villes, mais vivent dans une certaine harmonie avec les habitants des quartiers voisins. Chacun croit au rêve américain et à la possibilité de trouver sa place dans la société. Mais la crise de 1929 bouleverse le marché du travail. Peu à peu, les centres-villes sont abandonnés aux plus pauvres.

Avec les années 70 et la nouvelle récession économique, cette ségrégation spatiale se radicalise. Des ghettos, essentiellement noirs, se forment, fermés au reste du monde, même aux quartiers voisins et aux autres minorités. Pour leurs habitants, et certains analystes, ces ghettos sont le fruit de politiques conscientes, nationales et municipales, décidées par la société blanche pour contrôler la composition raciale de la population urbaine.

Cette isolation géographique est souvent totale : les personnes qui n'habitent pas le ghetto n'y entrent jamais, les habitants du ghetto trouvent tout ce qui leur est nécessaire sur place et n'en sortent pas. Les transports urbains dans ces quartiers sont rares et le système scolaire ne permet pas le brassage.

...et des " gated communities "

Les classes moyennes et aisées quittent peu à peu les centres-villes et s'établissent préférentiellement en banlieue ou dans les petites villes, privilégiant la maison individuelle et le jardin. Devant la violence et l'insécurité régnant dans certaines régions, elles s'installent aujourd'hui dans des " gated communities " ou communautés protégées par des barrières. Ces quartiers privés complètement clos sont régis par une jungle de règlements et surveillés en permanence par des vigiles. Ils offrent à leurs habitants tous les services.

Bien sûr, ces privilèges se paient, cher. Mais cela n'arrête pas leur apparition partout aux Etats-Unis : des abords de Seattle à ceux de Los Angeles, des faubourg de Dallas et de Washington à ceux de Miami. Près de quatre millions d'Américains, majoritairement blancs, vivent déjà ainsi. En Californie du sud, 1/3 des complexes résidentiels construits depuis cinq ans l'ont été dans ces conditions.

On assiste donc à un développement géographiquement séparé de deux couches de la population, qui ne se rencontrent pas, et pour lesquelles l'autre reste ou devient un inconnu.

Ces deux couches de population sont aussi séparées dans le domaine socio-économique.

2 - 2 La discrimination socio-économique

Les Etats-Unis sont la plus grande puissance économique du monde. Depuis deux ans, ils ont retrouvé un taux de croissance enviable. Le taux de chômage a été réduit à 5,5%, l'un des plus faible du monde occidental. C'est aussi aux Etats-Unis que l'on trouve les salaires les plus élevés : le P.D.G. de la société Walt Disney gagne 400 000 F de l'heure !

Pauvreté

Mais il existe paradoxalement dans ce pays une grande pauvreté : 38 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, que l'on évalue à 15000 \$ par an pour une famille de quatre personnes. Cette pauvreté touche particulièrement les Noirs, pour 33,1% d'entre eux et les Hispaniques pour 30,6%. Elle touche aussi les enfants : 40% des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté sont des enfants.

Cette situation paradoxale tend à s'aggraver et l'écart entre les salaires les plus élevés et les moins élevés s'accroît : sur la période 1973-1993, les revenus des 20% les plus riches ont progressé de 18%, tandis que ceux des 20% les plus pauvres diminuaient de 15%.

Evolution du marché de l'emploi

Le marché crée de nombreux emplois, mais il en fait disparaître tout autant. Les mesures de licenciement sont rapides, parfois brutales. Certes, les Américains ne restent en moyenne pas longtemps chômeurs (quelques mois), mais il n'est pas rare qu'ils soient contraints à accepter un salaire inférieur. Le tiers des adultes âgés de 22 à 48 ans au début des années 80 a vu ses revenus diminuer dans la décennie.

Les analystes avancent plusieurs explications à cette évolution :

- la concurrence de la main d'oeuvre constituée des immigrants récents et pauvres, en particulier mexicains, et acceptant des bas salaires a tiré le niveau de rétribution des emplois peu qualifiés vers le bas ;
- les points forts de l'industrie américaine se sont déplacés. Les Etats-Unis ont, par exemple, perdu leur première place en matière d'automobile ; la sidérurgie et le secteur du textile sont en régression. La plupart des emplois stables sont créés dans les industries de pointe (informatique, biotechniques...) et les services. Ces emplois exigent du personnel qualifié. Le besoin du marché s'est donc déplacé d'une main d'oeuvre peu qualifiée vers une main d'oeuvre qualifiée. Les salaires ont suivi. A la fin des années 70, la rémunération des travailleurs de 25 à 34 ans, titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur était de 30% plus élevée que celle des travailleurs du même groupe d'âge, ayant arrêté leurs études après l'école secondaire. A la fin des années 80, l'écart était de 60%.

Dans les ghettos

Cette situation est, bien sûr, plus durement ressentie dans les quartiers les plus pauvres, où habite la main d'oeuvre la moins qualifiée, et en particulier dans les ghettos. D'autant plus que la récession économique a vu les entreprises quitter les centres-villes pour les banlieues et les zones rurales. La " discrimination " raciale accentue le phénomène :

- 12,9% des Noirs étaient au chômage en 1996, contre 6% des Blancs ;
- en moyenne, les Noirs gagnent 75% de la rétribution de leurs homologues blancs ;
- en 1993, le revenu net moyen des Noirs était de 4418 \$, contre 45740 pour les Blancs. Celui des Noirs les plus pauvres était de 250 \$, contre 7605 \$ pour les Blancs.

Dans certains ghettos, comme à Chicago, le taux de chômage des 16-25 ans atteint 75%.

Le redémarrage de l'économie américaine ne les concerne pas : leurs habitants n'ont aucune qualification et plus de contact avec l'extérieur. Dans ce vase clos que constitue le ghetto, s'est installé un cercle vicieux : chômage et pauvreté impliquent drogue, violence, criminalité. L'éducation qui, seule, permettrait de le briser y est déficiente. On observe donc un " pourrissement " social : la moitié de la société est illettrée, 24000 meurtres sont commis chaque année et 4,6 millions de Noirs sont emprisonnés ou sous contrôle judiciaire (il y a d'ailleurs plus de jeunes noirs en prison qu'à l'université) .

Fragmentation linguistique

Ce fossé entre les couches de population s'accompagne d'une fragmentation linguistique : bien que l'anglais soit la langue la plus parlée dans les pays occidentaux, et que les Américains soient réputés pour leur imperméabilité aux langues étrangères, près de 14% de leurs habitants n'ont pas pour langue officielle l'anglais. Cette proportion s'élève même à 32% en Californie. Certains quartiers sont totalement bilingues ; on peut passer son permis de conduire dans vingt langues, et même utiliser des bulletins de vote rédigés en espagnol ! Ce n'est certainement pas la première fois que cette situation se produit dans ce grand pays d'immigration, mais les Américains " de souche " se sont sentis suffisamment inquiets pour que vingt états aient jugé nécessaire de déclarer langue officielle, la langue anglaise...

Dans les ghettos noirs, on ne parle pas non plus l'anglais, mais le " black English ", qui s'en différencie tant par la grammaire que par le vocabulaire. Il est, en fait, si différent que des organismes de l'Education nationale ont proposé de le considérer comme une langue étrangère. Cette mesure aurait permis de fournir aux Noirs le parlant un soutien équivalent à celui qui est proposé aux nouveaux immigrés de langue non anglaise. Car ce patois constitue, bien sûr, une barrière supplémentaire lors de la scolarité, puis lors de l'entrée dans la vie active.

Comportements asociaux

Le " black English " constitue aussi dans le ghetto la face la plus visible de toute une réaction face au monde extérieur. Si les Noirs ont demandé pendant des décennies à être intégrés, il semble que beaucoup se sont découragés, puis rebellés. Un code de comportement propre à cette minorité s'est créé, tendant quelquefois à glorifier les comportements anti-sociaux.

Certains gangs des ghettos s'adjugent même un rôle social, et pallient les déficiences des institutions officielles en soutenant les plus nécessiteux.

2 - 3 Conclusion partielle

Les vingt-cinq dernières années ont donc vu deux mondes parallèles se développer : celui des classes aisées et majoritairement blanches, et celui des minorités les plus pauvres, et en particulier des ghettos noirs. Nous avons même entrevu un troisième monde : celui des classes moyennes, majoritairement blanches, mais qui perdent un peu pied.

Pour certains extrémistes, cette situation appelle des bouleversements politiques : des Hispaniques revendiquent une partie du territoire américain, qu'ils appellent l'Atzlan et qui comprend le sud-ouest du pays et le nord-ouest du Mexique ; des habitants des " gated communities " estiment que l'Etat ne leur apporte aucun soutien, puisqu'ils organisent eux-mêmes leur sécurité, leurs écoles... et demandent à ne plus payer d'impôts.

Mais ces exigences ne sont qu'anecdotiques. Aucun séparatisme ne paraît pouvoir exister alors que les communautés décrites n'ont pas d'attache territoriale, mais sont réparties sur tout le pays.

Le creusement des différences entre ces deux mondes constitue, cependant, un danger pour l'avenir. Examinons maintenant comment les instances gouvernantes s'attaquent au problème.

3 - L'action des institutions politico-sociales et judiciaires

Pour mieux comprendre les relations entre le pouvoir et les fractures de la société que nous avons mises en relief, nous examinerons tour à tour trois points :

- le système de protection sociale, tel qu'il existait jusqu'en 1996 ;
- les infléchissements apportés récemment sous la direction du Président Clinton ;
- le rôle de la justice.

3 - 1 Le système de protection sociale jusqu'en 1996

Lors de la rédaction de la Constitution, les états fédérés n'ont accepté de confier à l'Etat fédéral que certaines compétences : politique extérieure, Défense, commerce extérieur et entre les états. Il existe une grande méfiance à l'encontre du pouvoir central. La protection des droits individuels, ou l'instruction, sont restés de la compétence des états fédérés. Cependant, après la crise économique de 1929 et le marasme qui a suivi, la politique du " New Deal " a permis à l'Etat fédéral d'accroître ses pouvoirs, en particulier dans le domaine économique et social. C'est à cette période qu'il s'est fait le défenseur de ses citoyens les plus humbles et qu'ont été créés les systèmes sociaux décrits ci-dessous. Ces systèmes ne pouvaient cependant être aussi ambitieux que les systèmes français ou canadiens. Toute notion de répartition de la richesse, ayant une connotation même faiblement socialiste, est, en effet, inacceptable aux Etats-Unis. Les systèmes sociaux fédéraux sont donc, par nature, modestes.

Les allocations familiales

Il n'existe, par exemple, pas d'assurance maternité, contrairement à tous les pays de l'OCDE, y compris la Grande Bretagne. Il n'existe pas non plus de services sociaux destinés à l'enfance. Les allocations familiales ou AFDC (aid to families with dependent children) ne sont versées qu'aux familles monoparentales pauvres. Créées en 1935, elles avaient pour

objectif de mettre à l'abri du besoin les enfants de parents isolés, en particulier des veuves. Leur défaut principal a été d'inciter certains pères à disparaître " conjoncturellement ", puis définitivement.

Aujourd'hui, la population monoparentale représente le quart des familles avec enfants (la moitié pour la population noire).

Les conditions d'accès ont été peu à peu assouplies et le nombre des familles bénéficiaires a considérablement augmenté : elles étaient 1,9 million en 1970 et 5,1 millions en 1996. Mais le montant moyen des prestations par famille a pratiquement été divisé par deux durant la même période.

Assurance santé

L'Etat fédéral fournissait jusqu'en 1996 une assurance santé :

- aux personnes âgées de plus de 65 ans et aux handicapés, à travers le programme Medicare ;
- aux pauvres, avec le programme Medicaid.

Comme dans beaucoup de pays occidentaux, le coût de ces programmes s'est alourdi : au rythme de 7,8% par an depuis 1966 aux Etats-Unis.

Pour la plupart des Américains, l'assurance santé est donc une affaire privée. L'employeur choisit généralement une compagnie d'assurance, à laquelle il verse une partie des primes au profit de ses employés. Ces derniers complètent la prime en fonction du niveau de couverture qu'ils souhaitent et de leur état de santé. Les primes sont, en effet, fonction de l'état de santé des assurés ; les plus fragiles ne trouvent donc pas d'assureur.

D'autre part, l'employeur n'est pas assujéti par la loi à souscrire une assurance au profit de ses employés. De nombreux emplois peu qualifiés et mal rétribués ne donnent pas droit à une assurance. Il est alors très difficile pour ces employés de s'assurer : le coût d'une assurance individuelle est d'environ 2000 \$ par an, un salaire modeste étant de 10000 \$ par an.

C'est ainsi que 37 millions d'Américains n'ont aucune couverture sociale, et qu'un nombre équivalent ne dispose que d'une couverture insuffisante. Enfin, la couverture sociale est liée à l'emploi : à chaque changement d'employeur, elle est remise en question, ce qui constitue un facteur d'inquiétude.

Système de santé : bilan

Au bilan, les soins médicaux proposés aux américains sont parmi les meilleurs au monde; le coût du système de santé est élevé (14% du PNB) ; mais un grand nombre de citoyens n'y ont pas droit, sauf en cas d'urgence.

Le système, influencé par une morale puritaine qui refuse tout ce qui touche au planning familial présente, de plus, de graves défauts :

- le nombre d'avortements a triplé depuis 1974, alors qu'il a été divisé par deux en France durant la même période ;
- le nombre d'enfants handicapés de naissance ne cesse d'augmenter, faute de soins prénataux ;
- le taux de mortalité infantile est le plus fort de l'OCDE.

Le coût inflationniste de ce système, et ses carences exigeaient une réforme : c'est ce que M. Clinton proposait lors de sa campagne électorale de 1992.

3 - 2 Les choix du Président Clinton

Lors de sa première campagne électorale, M. Clinton avait, en effet, promis de donner la priorité au redressement intérieur du pays, se démarquant ainsi du Président en exercice. Ce redressement devait en premier lieu se traduire par une réforme du système de santé et d'allocations familiales. L'idée était séduisante : assurer une protection à tous les Américains, tout en enravant l'inflation des coûts des systèmes existants.

Les obstacles à une réforme généreuse

La réflexion était lancée dès 1993, mais les décisions prises en 1996 allèrent à l'encontre de ces idées généreuses, et ce pour plusieurs raisons :

- l'idée conductrice n'a pu être traduite en propositions simples ; les mesures proposées étaient nombreuses, le projet complexe, ce qui permettait toutes les interprétations, y compris les plus malveillantes ;
- des lobbies puissants, en particulier les compagnies d'assurance, ont organisé des campagnes médiatiques plus ou moins honnêtes, mais parfaitement efficaces pour décrier le projet (le montant de cette campagne est estimé à trois cents millions de dollars). Ils dénonçaient aussi la " socialisation " d'un septième de l'économie américaine ;
- l'Américain moyen considérait que le système existant était le meilleur, et était (et reste) parfaitement opposé aux mesures destinées aux plus faibles : AFDC, Medicaid. Ces mesures, par retour de puritanisme, sont, en effet, supposées entretenir dans l'oisiveté et le vice les habitants du ghetto et encourager les comportements asociaux. Cette affirmation est, au moins, partiellement fautive puisque 39% des bénéficiaires de l'AFDC sont blancs, 37% sont afro-américains, et 18% latinos. Préjugés de classe et stéréotypes raciaux se conjuguent donc pour dénoncer l'assistance sociale.
- Les élections législatives de 1994 ont conduit au pouvoir une majorité républicaine dont le programme " Contrat avec l'Amérique " avait pour objectif de réduire le pouvoir et les compétences du gouvernement fédéral. Pour atteindre cet objectif, une réforme sociale restreignant l'aide aux défavorisés était préconisée.
- Le Président Clinton préparait sa deuxième campagne électorale, et ne pouvait fâcher certains lobbies...

La réforme sociale

En août 1996, il paraphrait donc une réforme des aides sociales qui n'avait pas de point commun avec ses propositions de 1993. Plusieurs hauts responsables du ministère des affaires sociales, qui considéraient le nouveau dispositif comme " le plus régressif des démocraties du XX^e siècle " démissionnèrent alors.

L'idée directrice de cette réforme est de " faire passer les gens de l'assistance à l'emploi ". Sa traduction n'est pas moins complexe que le projet de 1993, et tient en 400 pages. Voici quelques-unes des mesures mises en place :

- les enfants perdent tout droit à l'assistance. Les parents assistés doivent avoir trouvé un travail après deux ans de soutien, quel que soit le nombre de leurs enfants. Ils ne percevront aucune aide au-delà ;
- Les immigrants légaux arrivés depuis moins de dix ans, les personnes condamnées pour infraction à la législation sur les stupéfiants, les enfants pauvres souffrant de handicaps physiques et les filles-mères qui refuseraient de vivre chez leurs parents sont exclus du registre des aides. Sont concernés, par exemple, 315 000 enfants handicapés, qui ne recevront plus d'aide d'ici 2002.

En revanche, aucune mesure pour permettre aux personnes concernées de trouver un travail n'est proposée.

Etat fédéral versus états fédérés

Quant aux quelques programmes d'assistance qui ont été maintenus, leur mise en oeuvre est abandonnée par le gouvernement fédéral aux cinquante états. Certains de ceux-ci ont déjà pris des mesures plus restrictives que celles qui sont imposées par la réforme, pour respecter l'exigence de l'Etat fédéral : mettre impérativement au travail 50% des assistés d'ici 2002.

D'autant que l'intérêt de chaque état n'est pas d'être généreux, ce qui attirerait les plus désemparés chez lui... Il existe d'ailleurs un précédent inquiétant : quand la tutelle des hôpitaux psychiatriques est passée de Washington aux états fédérés dans les années 70, les gouvernements locaux ont fermé les hôpitaux, jetant à la rue les malades.

Seuls les programmes d'assistance aux plus pauvres ont été réformés : Medicare, dont les bénéficiaires font majoritairement partie de la classe moyenne n'a pas été touché. Or, c'est de loin le plus coûteux.

Tout ce passe donc comme si l'Etat avait renoncé à combattre la pauvreté, et combattait maintenant les pauvres. Ces mesures peuvent aussi être considérées comme des leviers pour obliger les plus pauvres à accepter des emplois sous-payés, sans couverture sociale, pour les " discipliner ". D'autant que la convergence des idéologies républicaines et démocrates dans le domaine social signifie que les plus démunis n'ont plus d'avocat au plan national.

3 - 3 Le rôle de la justice

La Cour suprême

Le pouvoir judiciaire est beaucoup plus fort aux Etats-Unis qu'en France. C'est en particulier à la Cour suprême que revient le privilège d'interpréter la Constitution. Les décisions de cette cour ne sont, cependant, pas irrévocables et peuvent être annulées par une décision ultérieure du même organisme. Sa composition est donc très importante.

Sous l'impulsion d'Earl Warren de 1953 à 1969, elle a été particulièrement active, et a oeuvré dans le sens de l'égalité et du respect des droits des minorités et des individus. C'est ainsi qu'elle a déclaré la ségrégation raciale dans les écoles publiques contraire à la Constitution, qu'elle a protégé les droits des suspects et des condamnés, et qu'elle a veillé à la qualité de la représentation nationale.

Ces jugements ont été atténués dans les années 70.

Juridisme exacerbé et puritanisme

Pour le reste, la justice est de la compétence de chacun des états fédérés. C'est ainsi que trente-six d'entre eux ont maintenu la peine de mort : 31 exécutions ont eu lieu en 1996.

Il règne un juridisme exacerbé : proportionnellement, il existe six fois plus d'avocats aux Etats-Unis qu'en France. Les nombreuses procédures judiciaires conduisent à un gaspillage, découragent la prise de risque et renchérissent la production. Un médecin sur six a, par exemple, fait l'objet d'une poursuite en 1990, contre 1 sur 100 en 1960. Cette proportion monte même jusqu'à 75% pour les obstétriciens. Les sommes obtenues en dédommagement vont, pour une moitié, aux victimes, et pour l'autre moitié aux avocats et aux compagnies d'assurance. Ce fonctionnement ne peut que peser financièrement sur le système social.

Les lois votées récemment ont repris un aspect puritain : lutte acharnée contre le harcèlement sexuel, la violence à la télévision ou les fumeurs. Devant certaines, l'Européen ne sait s'il doit rire ou s'inquiéter !

La justice est aussi mise au service du concept puritain qui veut que l'élu de Dieu soit désigné par son succès, et que, par conséquent, les miséreux doivent être punis. La ségrégation n'existe plus, mais il est toujours possible de punir certains groupes plus fermement que d'autres. En matière de stupéfiants, par exemple, la possession de crack est plus sévèrement réprimée que celle de la " poudre ". Or, le crack est la drogue privilégiée des ghettos ; la " poudre ", celle des quartiers résidentiels blancs.

Ce qui est vrai en matière de drogue, l'est aussi pour la guerre des gangs, qui permet de remettre en cause les droits d'association et d'expression du prolétariat noir. Pour accéder à des logements sociaux, il est, par exemple, souvent nécessaire d'accepter de voir son logement fouillé, sans perquisition...

La répression devient le remède universel. Depuis le début des années 80, 68% du budget fédéral contre la drogue a été consacré à l'augmentation du nombre des policiers et des prisons, et au financement de quelques programmes d'éducation dans des banlieues prospères. De 1980 à 1994, la population carcérale a triplé (mais pas la criminalité) ; 0,3% de la population est incarcérée (1,95% des Noirs), soit sept fois plus que la moyenne européenne. Les Etats-Unis consacrent aujourd'hui dix fois plus d'argent à l'industrie de la répression criminelle qu'au soutien de leurs citoyens déshérités.

3 - 4 Conclusion partielle

Le Président Clinton a donc été élu sur un programme qui devait remédier aux lacunes et difficultés que présentait le système social. En 1996, et conformément à la volonté d'une majorité de ses administrés, il a fait volte face et a renoncé à combattre la pauvreté.

La justice fédérale a constitué, depuis le début du siècle, le moteur du secours aux plus pauvres et de l'intégration ; mais ses décisions récentes sont restrictives, et le pouvoir revient vers les états fédérés. La priorité est donnée à la répression.

Les décisions récentes des instances politiques et judiciaires ne semblent donc pas devoir réduire la fracture de la société américaine.

Conclusion

Les Etats-Unis apparaissent donc comme un pays de grands contrastes.

Ils ont été bâtis par l'immigration, et entre 1820 et 1990, ce sont soixante millions de personnes qui se sont installées et intégrées. Le seul véritable échec de cette intégration concerne les Amérindiens et les Noirs. Ces deux groupes sont aussi les seuls qui n'aient pas choisi de vivre dans ce pays. Les Etats-Unis réussissent ainsi à symboliser la démocratie et l'égalité, tout en maintenant une partie de leur population dans une position inférieure.

La discrimination est toujours présente, même si elle n'est plus officielle. Elle est d'abord raciale et/ou culturelle : la montée du multiculturalisme est inquiétante. Les théories du " melting pot " des années 60 sont oubliées, et chaque communauté affirme ses différences. Certes, cette affirmation ne peut conduire au séparatisme, car elle n'a aucun fondement territorial, mais un multiculturalisme exacerbé pourrait mener au déchirement de la société : c'est l'âme de l'Amérique qui est en question. Il lui faut construire un projet fédérateur, qui ne peut être que d'ordre civique.

La discrimination est aussi géographique. Le peuple et ses représentants semblent accepter le développement séparé des ghettos, en particulier noirs, d'un côté, et des " gated communities " de l'autre. A condition que la violence qui naît dans le ghetto y reste confinée.

La discrimination est enfin d'ordre économique et social. Grande puissance économique en croissance, les Etats-Unis tolèrent que 38 millions de leur citoyens vivent dans la pauvreté. La disparité entre les salaires, très importante, croît. Ils disposent d'une médecine de haut niveau, mais 37 millions de personnes restent sans protection sociale, et le taux de mortalité infantile est, par exemple, particulièrement élevé.

La justice fédérale s'est employée entre 1930 et 1970 à réduire ces discriminations, mais ce mouvement a été, depuis, enrayé. L'effort se porte maintenant sur la répression.

La situation économique des pays européens n'est pas si différente. Mais les choix politiques le sont. La plupart des pays européens financent chômage et programmes sociaux, maintenant des revenus minima qui permettent aux plus pauvres de survivre. Les Américains ont choisi de s'attaquer au chômage, de créer des emplois nombreux mais parfois sous-payés, qui ne permettent pas de sortir de la misère ; les plus pauvres sont mis dans l'obligation de les accepter.

Il est difficile aujourd'hui de déterminer quelle est la meilleure méthode.

En revanche, chacun admet que l'école est le creuset de la démocratie. Or, le gouvernement américain néglige les écoles publiques, et la ségrégation s'y durcit. Certaines des mesures sociales adoptées en 1996 paraissent aberrantes à un Français, et la répression ne peut être considérée comme un remède universel...

Certes, le Président Clinton a décidé de lancer une " année de débats " sur les questions raciales, mais il est impossible d'apporter des réponses à ces questions sans la volonté de s'attaquer aux problèmes scolaires, socio-économiques... Et les décisions politiques récentes montrent que le pays ne veut pas s'engager dans cette direction.

Un dernier paradoxe montre que les Américains sont conscients des faiblesses de leur société : alors que leur pays n'a jamais projeté une image aussi nette de superpuissance, les sondages montrent des Américains plus inquiets et vulnérables que jamais.

La priorité américaine devra donc rester, dans les années à venir, au redressement intérieur du pays.

Les conséquences n'en sont pas négligeables sur le plan international. On peut deviner, par exemple, des justifications d'ordre intérieur à l'importance accordée ces dernières années à la création ou au renforcement des structures telles que le GATT, l'ALENA ou l'APEC. La lutte contre le terrorisme, la drogue et le crime organisé sont tout autant des actions d'ordre externe qu'internes.

L'effort militaire a été notablement réduit, et si les Etats-Unis se sont engagés militairement dans le Golfe et en ex-Yougoslavie, ils ont fait en sorte de n'en pas soutenir l'effort financier. L'importance des forces stationnées à l'étranger a diminué, et on peut difficilement imaginer que le peuple américain, inquiet pour son propre avenir, accepte de financer la police du monde.

Les pays européens pourraient, en particulier, en tirer des leçons : s'ils ne veulent pas être à la merci de l'humeur américaine, ils doivent se préparer à assurer leur rôle en la matière...

-

Bibliographie

1. Documentation française / problèmes politiques et sociaux - n°744 du 10/02/95 - La crise du système de santé aux États-Unis - Olivier Frayssé
1. Le Monde diplomatique / manière de voir - n°31 - août 96 - Le nouveau modèle américain
1. Le Monde / dossiers et documents - octobre 96
1. Hérodote / revue de géographie et de géopolitique - n°85 - 2° trimestre 97 - États-Unis : le racisme contre la nation
1. Courrier international - n°349 - du 10 au 16 juillet 97
1. Fayard - 1997 - La crise de l'identité américaine : du melting-pot au multiculturalisme - Denis Lacorne
1. Institut français des relations internationales - RAMSES - 1995 à 1998